



## Assemblée d'ONG mercenaires à Washington

Par [Jean-Guy Allard](#)

Mondialisation.ca, 30 mai 2008

[L'aut'journal.info](#) 30 mai 2008

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Sans la moindre pudeur, José « Pepe » Cárdenas et les fonctionnaires chargés d'agresser Cuba ont révélé à Washington comment ils dilapideront les 45 millions de dollars assignés à la subversion contre l'Île par l'intermédiaire d'«institutions expérimentées», de préférence européennes et latino-américaines

Dans son nouveau plan pour la déstabilisation de Cuba, la USAID soutiendra l'envoi clandestin de matériel électronique dans l'Île par des intermédiaires européens ou latino-américains qui effectuent le travail sale qu'elle ne peut légalement effectuer, favorisera les voyages d'agents dans le pays en utilisant les permis dits humanitaires pour mener des «évaluations sur le terrain», et garantira à ses collaborateurs que leurs activités ne seront jamais divulguées.

Forcée par le GAO (le bureau fédéral d'audit) à se fabriquer une certaine image de décence dans la distribution de l'argent du contribuable qu'elle gaspillait sans le moindre appel d'offres, la USAID (l'agence soi-disant pour le développement international) vient d'effectuer, ce 14 mai, à son siège central de Washington, une assemblée sur la distribution des 45 millions assignés par l'administration Bush pour provoquer une rupture du processus révolutionnaire cubain.

Durant trois heures, de 9h du matin à midi, en gardant hors des lieux les médias et dans une ambiance de conspiration convenant aux opérations qu'il prétend mener, José « Pepe » Cárdenas, un ex-dirigeant de la Fondation nationale cubano-américaine a présidé le meeting à la tête d'un petit groupe de fonctionnaires fédéraux prétendument spécialistes de Cuba:

- Son bras droit pour l'Île, Elaine Grigsby, directrice du Programme Cuba;
- Amadjan Abani, du Bureau d'assistance et d'acquisitions (sic) de la USAID;
- Anthony Christino III, du Bureau de l'Industrie et de la Sécurité du Département du Commerce;
- Clara Davis de l'OFAC (l'agence du Département du Trésor qui surveille et sanctionne les échanges avec Cuba);

Parmi les organisations (certaines bien connues d'autres moins, mais se consacrant toutes à s'approprier les millions du Département d'État) dont les représentants meublaient la salle, angoissés à l'idée de perdre leur morceau de gâteau, se distinguaient:

La pseudo ONG tchèque People in Need; Global Partners; IBMC; Loyola University; Center for

Democracy in the Americas; Jackson State University; Mississippi Consortium for International Development; International Resources Group; Panamerican Development Foundation; Partners of America; Alliance for Family; le Conseil du commerce de Hongrie et... la pourtant déjà multimillionnaire TV Martí.

Aucun diplomate — pas même l'agent tchèque Kolar — n'était présent.

### **L'aide passe par les ONG**

En ce équivaut à confesser d'authentiques opérations d'espionnage contre Cuba et en territoire cubain, « Pepe » Cárdenas, l'ex-capo de la FNCA qui a succédé à l'archi-corrompu Adolfo Franco, a insisté sur la nécessité d'identifier des ONG dans des tiers pays qui puissent canaliser les ressources de la USAID pour la subversion.

Il a souligné la nécessité de faire parvenir à Cuba, par le biais de ces intermédiaires, des «feuilles de propagande, des téléphones portables et des équipements de communication moderne», ainsi que d'«entraîner des Cubains résidents à Cuba dans des pays tiers».

En dissertant sur la «philosophie» derrière l'expansion significative du Programme Cuba de la USAID, Cárdenas a précisé que, de 13 millions en 2007, il avait été catapulté à 45 millions en 2008.

Il est ensuite passé à la nouvelle géographie de ce gaspillage monumental en nommant comme pays se prêtant le mieux à l'exécution de ces tâches secrètes, le Chili, le Pérou, l'Argentine, la Colombie et le Costa Rica.

Bien que Grigsby, supposément sa plus fidèle collaboratrice ait commenté par la suite que, selon son expérience, il s'avérait difficile de trouver des partenaires en Amérique latine.

Comme bon instructeur de ce qui ne constitue rien d'autre qu'une véritable opération de renseignement, Cárdenas a parlé de la convenance d'utiliser des pays d'Europe de l'est qui ont eu «des expériences récentes de transition».

Il a cependant omis de préciser le niveau de collaboration ou de complicité dont disposent, de façon évidente, les renseignements nord-américains parmi les fonctionnaires des gouvernements des pays qu'il a mentionnés.

Répondant à une question, Cárdenas a échappé par inadvertance qu'il avait déjà recommandé des «institutions expérimentées dans ce genre de programme», telles que la NED, le NDI, l'IRI, la Florida International University, Freedom House avec son agent CIA Jaime Suchlicki...

Et, bien entendu, le Center for a Free Cuba de son petit ami Frank « Paquito » Calzón.

### **Des opérations secrètes dont on refusera l'accès**

Avec le langage d'un agent en mission d'espionnage, l'ex-dirigeant de la FNCA a confessé qu'il «s'avérait difficile» d'introduire du matériel dans l'Île et en a déduit que le travail «devait être fait de façon clandestine».

Grigsby a ajouté au caractère hautement secret des tâches désignées, en précisant que si survenaient des demandes de déclassification en vertu de la Loi de la liberté d'information (connue sous le sigle FOIA), la USAID «ne ferait qu'émettre un résumé général» et «garderait le secret» sur les détails des programmes de chaque ONG puisqu'il s'agit de

«matériel secret».

Plus clair que ça, l'eau de source.

Anthony Christino III a fait référence, au cours de cette même confession collective, au «besoin» d'envoyer des ordinateurs et des programmes informatiques à Cuba, ce pourquoi ses services émettraient des permis.

Clara Davis, la perle de la OFAC, a proposé pour sa part des permis de voyage, en expliquant que l'on utiliserait les permis dits humanitaires pour l'infiltration d'agents avec la couverture de projets liés à la santé publique, l'environnement et des «initiatives spécifiques».

Elle a également fait référence, ouvertement et grossièrement, à l'«intérêt» de Cuba pour «réaliser des évaluations sur le terrain» en utilisant des permis généraux.

Davis a signalé que «la plus grande entrée d'argent à Cuba» se faisait «par le biais de l'Église», une référence bien intentionnelle qui n'a d'autre but que de nuire aux excellentes relations existant entre l'Église et l'État cubain.

### **Les élections américaines détermineront l'avenir**

Dans une autre confession parmi cette interminable succession de confidences, Grigsby a signalé que tout autre élargissement du budget dépendra des élections de novembre.

Selon des observateurs «sur le terrain», il ne fait pas de doute que les victimes de ce nouveau virage du financement de la subversion à Cuba se chargeront de régler leurs comptes avec l'administration Bush.

L'organisation qui gère le gaspillage de l'argent fédéral dans des opérations frauduleuses a convoqué sa réunion, de façon évidente, pour avoir l'air de se conformer aux règles après la fessée administrée par le GAO.

De façon éloquente, elle a cependant publié sa convocation en indiquant la date et l'heure de l'assemblée sans préciser l'endroit que l'on ne pouvait connaître qu'en téléphonant et en demandant. La stratégie a fonctionné. Peu de visages nouveaux sont apparus pour cette répartition d'un gâteau déjà réparti.

Dans son rapport, le GAO (le bureau fédéral d'audit) démontrait comment les hauts fonctionnaires de la USAID sont arrivés à faire disparaître les 65,4 millions de dollars répandus, depuis une décennie, parmi leurs copains de Miami et Washington.

José Cárdenas a été un des directeurs de la FNCA à partir de 1986, avec les plus hautes responsabilités. Il fut successivement directeur de « la recherche et des publications », porte-parole de l'organisation et lobbyiste en chef quand le groupe mafieux disposait d'une luxueuse « ambassade » à Washington.

Le fonctionnaire est, bien entendu, un ami intime de Ileana Ros-Lehtinen et de ses deux complices du clan Díaz-Balart.

La FNCA, créée par la CIA sous Ronald Reagan, a dépensé une fortune pour financer les opérations du terroriste international Luis Posada Carriles, ce que Cárdenas ne peut ignorer.

Comme il ne pourra non plus ignorer les lamentations déjà perceptibles des cabecillas de Miami que la réorientation des méthodes de la USAID en faveur, particulièrement, de ses habituels correspondants européens, place dans une situation précaire.

La source originale de cet article est [L'aut'journal.info](http://L'aut'journal.info)  
Copyright © [Jean-Guy Allard](http://Jean-Guy Allard), [L'aut'journal.info](http://L'aut'journal.info), 2008

---

Articles Par : [Jean-Guy Allard](http://Jean-Guy Allard)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)